

N°44
JAN. 2024

LE NOUVEAU Manager

www.lenouveaumanager.info

LE NOUVEAU MANAGER 44 - PRIX UNIQUE : 5 000 FCFA / 10 €



**SERGIO S. G.
DOSSOU**

CEO IFECARM GROUP

**UN PARCOURS PROFESSIONNEL ATYPIQUE
D'UN EXPERT-CONSULTANT INDUSTRIEL**

LES OUTILS DU MANAGER

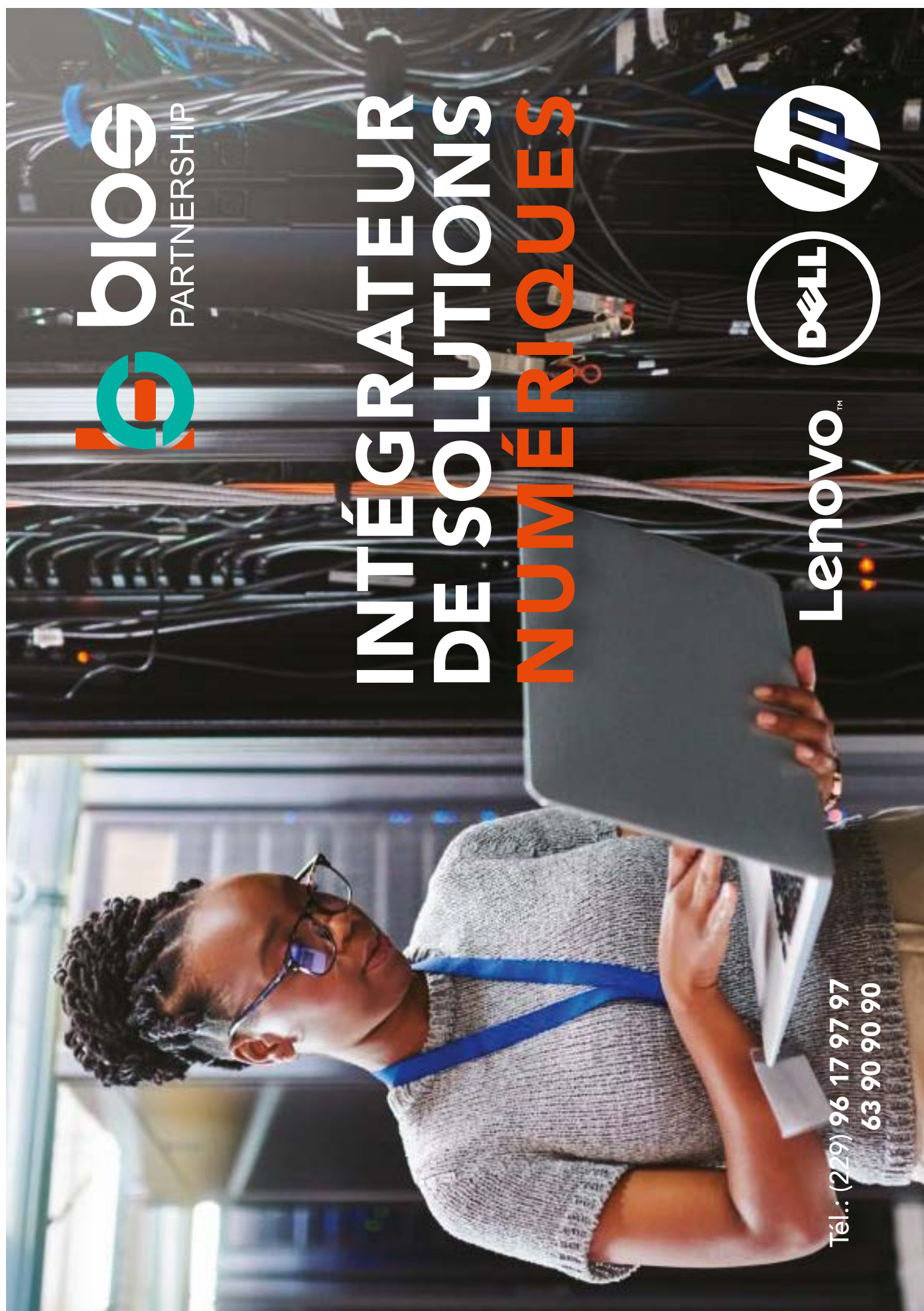
QHSE, QUATRE LETTRES,
UN ENJEU DE TAILLE POUR
LES ENTREPRISES

DOSSIER ECO

LA DÉDOLLARISATION
DE L'ÉCONOMIE
MONDIALE EN MARCHÉ

CULTURE

IMMERSION AU CŒUR DES
ARTS, DE LA CULTURE ET
DE LA SPIRITUALITÉ VODUN



bios PARTNERSHIP

**INTÉGRATEUR
DE SOLUTIONS
NUMÉRIQUES**

Lenovo™

DELL

hp

Tél.: (229) 96 17 97 97
63 90 90 90



ÉDITORIAL

Par Bauneste U. ALISSOUTIN

Le 44, un nombre d'accomplissement, de responsabilité et d'intégrité !

Je tiens à remercier tous nos lecteurs qui nous suivent depuis neuf ans. Le Nouveau Manager Médias a grandi sous vos yeux et s'est amélioré avec vos critiques et observations. L'année 2023 a été une année de grand challenge celui de lancer Le Nouveau Manager TV sur un décodeur 100% digital et d'offrir des informations économiques et financières de qualité. Nous avons réussi le pari d'offrir à nos lecteurs la primauté de l'actualité économique et une régularité et constance dans nos différentes éditions.

Le chiffre 44 qui est celui de notre nouvelle parution revêt un signe particulier. Le 44 est généralement associé à la construction de bases solides pour l'avenir, que ce soit sur le plan matériel, spirituel ou émotionnel. Il symbolise la maîtrise, la discipline et la réussite obtenue par des efforts constants. Ce qui nous impose de travailler avec diligence pour atteindre nos objectifs et de s'efforcer pour créer un impact positif sur le monde qui nous entoure. Le 44 est un nombre

d'accomplissement, de responsabilité et d'intégrité. Il nous rappelle aussi l'importance de rester fidèles à nos valeurs tout en travaillant vers nos aspirations les plus élevées.

Ce chiffre décrit notre ambition pour cette nouvelle année. Le Nouveau Manager Médias sera un organe qui impactera tout le continent de par ses différentes parutions.

Le Nouveau Manager Magazine se fait cette année également une peau neuve à travers ses nouvelles dimensions mais aussi ses nouvelles rubriques aussi riches et innovantes les unes que les autres. Notre ambition est africaine, vous ne serez pas déçus de nos différentes offres.

Cette édition, pour une première, depuis notre existence fait une incursion dans le domaine du QHSE avec la définition du concept. Il vous amène à la découverte de Sergio S. G. DOSSOU, un consultant industriel expert en QHSE au

parcours professionnel atypique.

Bonne lecture et heureuse année 2024

“ Ce chiffre décrit notre ambition pour cette nouvelle année. Le Nouveau Manager Médias sera un organe qui impactera tout le continent de par ses différentes parutions.. ”

SOMMAIRE



LES OUTILS DU MANAGER

QHSE, Quatre lettres, un enjeu de taille pour les entreprises

5-8

A LA DÉCOUVERTE D'UN MANAGER

Sergio S. G. DOSSOU, un parcours professionnel atypique d'un Expert-Consultant industriel

Interview

IFECARM GROUP,



Partenaire idéal pour un management efficient QHSEE

9-24

DOSSIER ÉCONOMIQUE

Plus de 12 milliards Fcfa à injecter dans les microcrédits en 2024 au Bénin

Perspectives économiques favorables au Bénin en 2024



La dédollarisation de l'économie mondiale en marche

25-36

LES VODUN DAYS

Immersion au cœur des arts, de la culture



et de la spiritualité Vodun

37-38

LES OUTILS DU MANAGER



QHSE, QUATRE LETTRES, UN ENJEU DE TAILLE POUR LES ENTREPRISES

lenouveaumanager.info
Année 2015 N°1341/MISP/
DC/SGM/DGAIC/DCCT/SC/SA
Édité par JHS
Corporate
P.O.Box 06-1087 Cotonou-
Rép. du Bénin
E-mail :
lenouveaumanager@
gmail.com
Tél. (+229) 66 352 680

94 359 717
**Directeur Général &
DP**
Bauneste U. C.
ALISSOUTIN
**Directeur de la
Rédaction**
Yêdafou KOUCHÉMIN
**Ont contribué à ce
numéro**
Hwéton ANAGONOU

Cédric M. Z. KPODJITO
Jean Eude NOUMAKPE
Hervé GANHOUEGNON
PUBLICITÉ
Cédric M. Z. KPODJITO
DIFFUSION
Ignace NATONNAGNON
FABRICATION
NUDOKÀN
Tél. +229 65 222 622
+229 97 298 015



NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ POUR LA NATION

FABRICANT DE PÂTES ALIMENTAIRES DEPUIS 2011

MATANTI offre une gamme complète de pâtes alimentaires de qualité, **fabriquées au Bénin** avec **100% de semoule de blé dur naturelle**, conforme aux normes internationales.

Nos certifications **ABSSA**, **NAFDAC** et **ISO 22000**, garantissent la sécurité alimentaire et la qualité de nos produits.



A 5012

Zone industrielle de Sèmè-Podji
République du Bénin
Téléphone : (229) 96 94 13 00
E-mail : matanti@alphabeninsa.com
Site web : www.alphabenin.com



QHSE

QUATRE LETTRES, UN ENJEU DE TAILLE POUR LES ENTREPRISES

DEFINITION DE LA QHSE

La politique Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE), Quality, Health, Safety and Environment en anglais, est un domaine d'expertise comprenant l'identification et le respect des normes de production d'une entreprise, avec une attention particulière à l'environnement de travail des salariés, au matériel et au respect de l'environnement.

On la trouve aussi sous les abréviations :

- HSSE : Hygiène (santé), sécurité, sûreté, environnement,
- QSE : Qualité, sécurité, environnement,

- HSE : Hygiène, sécurité, environnement.

Parfois vue comme une contrainte, elle représente aussi un accompagnement des équipes et un choix éthique, garant de la satisfaction client, de la compétitivité et de l'image de l'entreprise.

CHAMPS D'ACTION DE LA QHSE

Les champs d'action principaux sont la prévention des différents risques professionnels et le respect des normes qualité, hygiène, sécurité et environnement.

En harmonie avec les stratégies globales de l'entreprise, la gestion QHSE vient en support :

- du management des ressources humaines (RH),
- du management de la qualité,
- du management de la sécurité,
- du management environnemental (ou management durable).

Elle fait donc appel à des connaissances transversales qui concernent toute l'entreprise.

Pour parler de l'intégration des systèmes QHSE dans la politique de l'entreprise, on parle de système de mana-

LES OUTILS DU MANAGER

gement intégré, ou SMI, qui s'appuie sur les normes ISO 9001, 14001 et OHSAS 18001.

LES ENJEUX DU MANAGEMENT QHSE

Il y a deux façons d'appréhender les différents risques :

- en agissant sur leur probabilité d'occurrence (avec des mesures de prévention);
- en agissant sur leur gravité (mise en place de systèmes de protection).

LES OBJECTIFS SONT DONC MULTIPLES :

- l'évolution de la qualité de la production,
- la conservation du niveau de production et de performance de l'activité,
- le respect de l'intégrité physique et mentale des salariés,
- le respect des normes fixées par l'État et par les différentes organisations,
- la conformité en cas de contrôle de l'inspection du travail, de la médecine du travail,
- la prise en compte des différents types de handicaps, notamment pour les procédures d'évacuation,

- la responsabilisation de l'entreprise (respect de l'environnement, etc.),
- la sensibilisation des différents acteurs de l'entreprise et des fournisseurs, clients, partenaires,
- la réduction des coûts (accidents de travail, pénalités juridiques, etc.),
- l'amélioration de la sécurité et de la santé (bien-être, qualité de vie au travail),
- le succès des audits internes,
- l'obtention de certifications ou de labels pour mettre en valeur l'entreprise,
- l'adhésion du personnel et l'évolution des attitudes (bonnes pratiques) par rapport à la qualité, la sécurité et l'environnement.

SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL : ZOOM SUR LES RISQUES PROFESSIONNELS

La santé et la sécurité représentent deux volets importants de la gestion QHSE. Les risques professionnels varient selon les métiers et

les secteurs d'activité, très variés : nucléaire, métallurgie/sidérurgie, électronique, aéronautique, chimie et pétrochimie, agroalimentaire, cosmétique, carrières et mines, santé, BTP, etc.

Ils peuvent résulter de l'exercice du métier lui-même, mais aussi de facteurs de stress, de fatigue, etc. On parle de risques directs ou indirects. L'INRS (Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, association créée sous l'égide de la Sécurité sociale) les répertorie sur son site.

QUATRE GRANDES FAMILLES DE RISQUES PROFESSIONNELS

- les accidents du travail, survenant dans le cadre de l'exercice d'une profession ;
- les maladies professionnelles, conséquence de l'exposition à un risque physique, biologique ou chimique ;
- les accidents des trajets;
- les risques psychosociaux, qui relèvent des conditions de travail, comme le stress, le burn-out, le bore out, etc.



A LA DECOUVERTE D'UN MANAGER

SERGIO S. G. DOSSOU, EXPERT-CONSULTANT INDUSTRIEL

Pour chaque professionnel de santé,
nous répondrons à ses besoins.

FOURNITURISTE MÉDICAL

Boulevard St Michel face TECHNO SERVE - Tél.: (229) 96 17 97 97 | 63 90 90 90



SERGIO S. G. DOSSOU

UN PARCOURS PROFESSIONNEL ATYPIQUE D'UN EXPERT-CONSULTANT INDUSTRIEL

De nationalité franco-béninoise, Sergio S. G. DOSSOU est sans conteste l'un des Managers risques industriels et auditeurs internes QSE les plus exceptionnels de sa génération.

Un parcours professionnel d'Ingénieur Manager Risk Industriels hors pair

Diplômé de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management du Bénin (Ex INE) en 2002, il suit une maîtrise en sciences techniques financières à l'université d'Abomey-Calavi avant

de rejoindre l'INTEC, un institut du Conservatoire National d'Art et Métiers CNAM de Paris où il valide quelques unités de valeurs du DCG avant d'intégrer l'Institut d'Administration des Entreprises IAE de Caen

où il obtient son Master 2 en Comptabilité Contrôle Audit et exerce quelques années dans des cabinets d'expertise comptable en Normandie (France).

En 2010 par suite de l'observation de l'environnement professionnel de son père dont les bureaux situés à Xwlacodji étaient exposés à une pollution environnementale de poussières d'une cimenterie, il nourrit alors l'ambition d'impacter l'environnement industriel en Afrique et décide de faire une réorientation professionnelle vers des nouveaux métiers avec fortes valeurs ajoutées au continent et se démarquer des métiers de l'expertise comptable déjà assez répandu en Afrique.

En 2011 il intègre ainsi l'Ecole Polytech de l'Université d'Angers et obtient son diplôme d'Ingénieur risques industriels couplé avec un Diplôme Universitaire de 3ème cycle en Ergonomie Santé Sécurité au travail à la Faculté des Sciences Médicales de l'Université d'Angers.

Motivé à l'idée de devenir à moyen terme un chef d'entreprise polyvalent, il structure sa future carrière autour de diverses

certifications métiers spécifiques qui feront de son profil professionnel une rareté sur le marché Européen : Expert risques incendie SSIAP3, Formateur Sauveteur Secouriste du travail (SST) agréé auprès de l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS) en France, Formateur Référent des interventions en Espaces confinés CATEC, Gestion des situations d'urgences ou de crises, Expert Spécialiste des problématiques industrielles des risques machines sur la directive européenne Machine 2006/42/CE, Expert Reach «Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals» (Système d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques), et d'autres certifications du Savoir Commun nucléaire SCN1&2, du BOSIET/HUET nécessaire en plateforme pétrolière, ...

Diplômé Auditeur QSE intégré sur les normes de certifications ISO (9001/140001/45001 & 50001) auprès d'AFNOR Compétences, leader français des formations dédiées aux systèmes de management, et doublement diplômé

Manager des risques en atmosphères explosives du Groupe CNPP & du CFPA Europe «Explosion protection Manager ; Sergio DOSSOU est un Consultant-Expert Risques Industriels Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) avec un parcours complet qui intervient sur des sites industriels classés ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ou des sites SEVESO Seuil Haut en Europe.

Passionné par les démarches d'Amélioration Continue dans les domaines de la Santé et de la Sécurité au Travail, de la prise en compte des liens Hommes/Travail pour l'amélioration du Bien-être au Travail, de l'Ergonomie des postes de travail, de l'approche Human Performance face à la Maîtrise des Risques Professionnels, industriels et Immobiliers ; c'est avec détermination qu'il s'implique dans ces thématiques qui sont devenues les cœurs de son métier professionnel.

Il entame sa deuxième vie professionnelle hors de la finance au sein du groupe Alcoa Howmet Castings où il occupa respectivement les postes

d'Ingénieur Hygiène-Sécurité-Environnement (HSE) et d'Assistant-Directeur QHSE groupe France.

Il intègre ensuite le leader mondial aéronautique de l'intégration de nacelles d'avions, SAFRAN Nacelles, où il fait ses armes en qualité d'Ingénieur Santé Sécurité Environnement gérant des problématiques dans diverses unités autonomes de production (UAP).

De mai 2019 à juillet 2022, il met ses riches expériences professionnelles au profit du Groupe BOLLORE au sein de la division Energie Pétrole en qualité d'Ingénieur QHSE Régional Multisites où il gère des problématiques risques QHSE d'un site « SEVESO Seuil Haut » en interface avec des pipelines et des stations de dépôts pétroliers régionaux.

Consultant-Formateur en freelance pendant une dizaine d'années parallèlement à ses responsabilités de salarié, Sergio S. G. DOSSOU se consacre dès juin 2022 pleinement à l'entrepreneuriat en fondant sa société IFECARM GROUP dont le siège est basé en France.

A présent, Sergio S. G. DOSSOU est sollicité par des chasseurs de têtes de grands groupes industriels et immobiliers en Suisse, Belgique, Luxembourg & au Canada.

Consultant Sénior Chef Projets Risques Industriels ICPE pour son principal client le groupe français pharmaceutique et de santé d'envergure mondiale SANOFI, Sergio DOSSOU dirige depuis donc, en qualité de principal CEO, son cabinet de consulting international spécialisé dans les activités d'ingénierie, de la formation, de l'expertise-conseils et d'audits en management des risques industriels ou immobiliers, IFECARM QHSE SARL.

Il axe l'expertise de son cabinet sur des domaines métiers de l'énergie et de l'environnement industriel.

Dans le souci de répondre davantage efficacement aux besoins et attentes de la clientèle, ce cabinet de renommée internationale devient IFECARM GROUP, qu'il dirige avec professionnalisme depuis mai 2023.

IFECARM GROUP offre une expertise de haute

qualité dans l'ultime but de soulager les structures organisationnelles avec des outils efficaces au meilleur pilotage de leur politique QHSEE.

Caractérisé par de fortes valeurs telles que le professionnalisme, l'esprit d'équipe, l'excellence, le sens de l'initiative et la proactivité, il privilégie la recherche de la satisfaction du client et la confiance.

Au cours de son parcours professionnel, Sergio S. G. DOSSOU a participé activement à l'amélioration de la culture sécurité en entreprise, à la réalisation de différents audits sécurité (chantiers, consignations électriques Lotov et des fluides, ...), à la rédaction des différentes procédures et rapports d'analyses d'incidents et la création des fiches de sécurité au poste de travail. Il a également piloté différents projets QHSE tels que la maîtrise et la réduction des risques tracés dans le document unique spécifiquement ceux liés aux machines dangereuses en application de la directive européenne Machine.

Formateur hors pair, il anime aussi des formations spécifiques notam-

ment en Sauvetage et Secourisme au travail (SST), des risques spécifiques, incendie, risk management et autres.

UNE MÉTHODE DE MANAGEMENT EXEMPLAIRE

Pur produit de l'audit interne QSE Intégrée AFNOR et diplômé Chef du Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personne (SSIAP) de niveau 3, Sergio DOSSOU a une méthode de management basée sur l'accompagnement, l'écoute, la confiance et la transparence. Il donne du sens au travail en permettant à ses collaborateurs de s'épanouir non seulement d'un point de vue professionnel mais aussi personnel. Cela renforce leur sentiment d'appartenance à une équipe inclusive composée d'hommes et de femmes dynamiques, engagés et dévoués. Il partage avec son équipe les valeurs de l'entreprise. Il fait en sorte que chacun puisse exploiter et développer ses compétences dans la vision « Be yourself », valorise leur travail au sein d'une communauté épanouie.

Enfin, il fait passer ses désirs sans paraître comme un donneur d'ordre.

UN MODÈLE DE RÉUSSITE POUR LA JEUNESSE AFRICAINE

Fort de son impressionnant parcours professionnel et de ses qualités managériales, Sergio S. G. DOSSOU est incontestablement un modèle de réussite dont devra s'inspirer la jeunesse en général et particulièrement celle d'Afrique.

Il est convaincu que seul le travail peut véritablement libérer l'Afrique et sa jeunesse.

Ainsi, il a toujours insisté sur des formations de qualité répondant aux besoins réels du marché. En ce sens, Sergio S. G. DOSSOU ambitionne avec ses partenaires de lancer une Université régionale africaine spécialisée dans les métiers du QHSE au Bénin pour la rentrée prochaine de septembre 2024.

Il est auteur de quatre publications à savoir : Élaboration de procédures de gestion des stocks & Proposition d'outils d'Aide à la Décision en 2003; Audit organisationnel du ser-

vice sécurité incendie du CHRU de Caen et Suivi de la maintenance des installations Techniques en 2012; Etude d'évaluations et de la cartographie des risques en Espaces confinés sur le site ALCOA HOWMET au regard de la réglementation Française en 2014; Etude d'analyse de l'activité réelle d'un poste de travail aéronautique et Implémentation des standards du groupe ALCOA HOWMET pour la mise en sécurité des machines en 2015.

VIE ASSOCIATIVE

Scout au Bénin puis en France, Sergio DOSSOU a été Chef de troupe avec plus d'une quinzaine d'années de vie en unité et en équipe. Il a acté son engagement par sa disponibilité, son service aux autres et à enrichir sa culture relationnelle.

En dehors du Scoutisme, il impacte également la communauté dans le cadre de bénévolats au sein d'autres organisations à but non lucratif.

INTERVIEW

SERGIO DOSSOU, CEO IFECARM GROUP

«MON MÉTIER SE FONDE SUR L'ANTICIPATION DANS LA PRISE DES DÉCISIONS OPÉRATIONNELLES DES SITES INDUSTRIELS»

Fondateur de IFECARM GROUP, un cabinet de consulting international spécialisé en management des risques QHSEE, Sergio DOSSOU est Consultant Expert Risques Industriels QHSE / ICPE. Cet économiste, consultant indépendant et spécialiste du risque souverain et du risque pays a étudié à Sciences Po Paris et à l'université de Princeton. Passionné par les démarches d'Amélioration Continue dans les domaines de la Santé et de la Sécurité au Travail, de la prise en compte des liens Hommes/Travail, Sergio DOSSOU s'implique avec détermination dans ces thématiques, devenues les cœurs de son métier professionnel. Il s'active à l'amélioration de la culture sécurité en entreprise. Dans cette interview, il nous parle de son métier et de sa contribution au monde...



INTERVIEW

Que peut-on savoir de Sergio S. G. DOSSOU ?

Marié et père de famille de 4 enfants, je suis un chef d'entreprise avec une double résidence en France et au Bénin qui convoite impacter l'univers industriel africain dans les métiers de la qualité, de l'hygiène, de la sécurité, de l'énergie et de l'environnement.

Originaire du Bénin, j'y ai suivi mon parcours secondaire et universitaire à l'ex-Institut National d'Economie (INE) actuelle Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM) où j'ai obtenu une licence professionnelle en Gestion des entreprises en 2002, puis entamé une maîtrise en science comptable financière avant de rejoindre la France.

Avec l'ambition de devenir un expert-comptable, j'ai rejoint l'INTEC, une école du CNAM à Paris et suivi quelques Unités de valeurs de l'expertise comptable avant d'être accepté à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de Caen où j'ai validé un master Comptabilité Contrôle Audit CCA of-

frant une compensation de 14 Uv sur les 16Uv à l'époque du DSCG.

Après quelques années d'expérience professionnelle en cabinets d'expertise comptable, une loi de Sarkozy priorisant l'employabilité des diplômés Français aux étrangers, m'a contraint à démissionner et repenser ma stratégie professionnelle car j'étais exposé qu'à des CDD qui ne me facilitaient pas mon changement de statut d'étudiant étranger.

Ayant fait des jobs d'agents de sécurité pour soutenir mes parents dans la prise en charge de mes frais d'études, je m'étais fait connaître des patrons de discothèques dont l'un m'a offert l'opportunité de changer mon statut d'étudiant étranger en créant ma société privée de sécurité avec laquelle j'employais des agents avec qui j'exerçais moi-même le métier de portier de nuit dans des discothèques.

J'ai ensuite passé le diplôme de formateur Sauveteur Secouriste du Travail (SST) et commencé à offrir des prestations de formations SST aux PME du département du calvados en Normandie.

Afin d'élargir mon offre de prestations, j'ai passé et validé en 2011 le diplôme de chef de Service d'incendie et d'assistance à personnes SSIAP3. C'est ainsi que j'ai assisté des établissements recevant du public ERP (CHU, centres commerciaux, ...) dans les conseils et représentations auprès du service département d'incendie et de secours (SDIS) pour palier à la maîtrise des risques particuliers de leurs installations.

À la suite d'une visite à mon feu père dont les bureaux au Bénin étaient situés à XWlacodji, je me suis aperçu de l'impact sur les populations riveraines de la pollution environnementale de la poussière d'une usine de cimenterie située dans la zone.

Cette situation a éveillé ma conscience sur les risques d'une industrie sur la santé au travail car à l'époque mon feu père et ces collaborateurs étaient contraints de fermer les fenêtres de leurs bureaux du fait de l'impact de cette pollution sur leur santé malgré la distance d'implantation de l'usine.

Rentré en France, cet éveil de conscience m'a

poussé à découvrir les formations métiers qui pouvaient me permettre d'apporter une expertise professionnelle en ce domaine et me démarquer du métier d'auditeur comptable.

C'est ainsi que je me suis réorienté professionnellement en 2012 et pu me démarquer lors des sélections de l'Ecole Polytech d'Angers validant ainsi mon diplôme d'Ingénieur risques industriels avec un double parcours d'un DU de 3ème cycle en Ergonomie Santé Sécurité au travail à l'UFR Sciences médicales d'Angers.

L'opportunité m'a aussitôt été offerte d'être retenu par le groupe aéronautique ALCOA HOWMET où ma vie professionnelle en QHSE a explosé grâce à un mentor de qualité le Directeur QHSE Groupe de l'époque qui a détecté mes ambitions professionnelles et mon appétence pour le métier et m'a aidé à développer une polyvalence métiers diversifiés.

Dans la quête d'asseoir mon expertise métiers, j'ai complété mon savoir-faire par d'autres certifications et diplômes notamment Manager risques en atmosphères

explosives auprès du CNPP, Auditeur certifié QSE sur les normes ISO 9001/140001/450001 & 50001, etc...

Vous êtes Passionné des démarches d'Amélioration Continue dans les domaines de la Santé et de la Sécurité au Travail. En quoi consiste votre intervention dans les entreprises ?

Mon métier se fonde sur l'anticipation dans la prise des décisions opérationnelles des sites industriels.

J'aide à analyser, hiérarchiser et prévenir les risques, piloter l'activité, faire preuve d'intelligence économique, gérer les assurances (répercussions des risques encourus par suite du vol, accident, incendie ...), diffuser la culture du risque au sein de l'entreprise ; tout ceci en construisant des politiques efficaces de management de la qualité, de la santé, de la sécurité, et de l'environnement du travail.

Je définis et pilote la stratégie industrielle de l'entreprise en fonction des enjeux internes et

externes tout en identifiant les axes de développement qui protègent la réputation ou l'image de l'entreprise. Mon rôle est de proposer des plans d'actions et les moyens à mettre en œuvre pour prévenir les risques et assurer la conformité aux normes ISO ou réglementations diverses (code du travail, de la sécurité sociale, de l'environnement ...).

J'impulse et hiérarchise donc les actions à mener pour la maîtrise des risques des sites et le développement de procédés innovants.

A ce titre, je crée les indicateurs de performance avec des plans d'audits QHSE et assure le suivi des plans d'actions d'amélioration continue ou formations / sensibilisations en impliquant les équipes opérationnelles dans la conduite du changement.

J'accompagne les chefs projets de développement (nouvelle activité, produit, process, ...) dans la prise en compte des exigences QHSE fixées dans les standards groupe ou textes réglementaires.

Mon métier se fonde sur un rôle de conseils techniques que j'ap-

INTERVIEW

porte à tout chef d'entreprise dans la maîtrise des risques que crée son installation au regard de sa responsabilité pénale avec ses différentes parties prenantes et des autorités compétentes en matière de sécurité et d'environnement.

Consultant, Expert dans un domaine de spécialité peu courant, dites-nous qu'est-ce que la notion de Risques Industriels QHSE en des termes simples pour la compréhension des nuls ?

Un risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement.

Le risque industriel naît de la mise en œuvre de l'activité humaine à des fins technologiques. Il pourra être côté en majeur ou mineur en fonction de sa gravité et d'autres critères intégrés dans l'évaluation de sa cotation.

Il est lié à :

- la nature des produits présents (inflammables, explosifs, toxiques) ;

- aux procédés de fabrication (en fonction de leur état, de leur température ou de leur pression, certains produits peuvent devenir dangereux) ;

- aux installations (choix des matériels, des matériaux, des modes de stockage, ...) ;

- aux facteurs humains (la majorité des accidents surviennent par négligence, méconnaissance ou erreur d'appréciation) ;

- aux phénomènes extérieurs (inondation, séisme, accident d'industrie voisine, malveillance,).

Que retenir de votre parcours de consultant indépendant pour les entreprises tant à l'international qu'au Bénin ?

J'ai eu l'opportunité de travailler pour des grands groupes industriels où j'ai vécu une expérience diversifiée en fonction de chaque univers d'activités.

Cela a solidifié mon expertise professionnelle. Du fait de ma polyvalence métiers, j'arrive aujourd'hui à harmoniser un ensemble d'éléments intégrés pour la maîtrise de tout système de management de la santé, de la sécurité, de l'énergie et de l'environnement.

J'estime avoir eu un riche parcours peu atypique, dans lequel j'arrive même à intégrer avec aisance mes connaissances comptables et d'auditeur dans la gestion de mes budgets de départements.

J'ambitionne avec mon cabinet IFECARM GROUP, mettre à profit du secteur industriel et des établissements recevant du public sur le continent africain, notre expertise et les valeurs fondamentales que j'impulse à mes collaborateurs.

Vous êtes dirigeant de IFECARM GROUP. Quels sont vos défis en créant une telle entreprise ?

Affronter un univers industriel peu structuré autour de textes réglementaires. Découvrir le marché africain et faire connaître aux entreprises des obligations régle-

mentaires qui ne leur incombent pas pour le moment et auxquelles les convaincre à travailler, est un des défis majeurs auxquels je travaille.

Accompagner et éveiller les organes gouvernementaux à structurer les différents industriels dans une nomenclature réglementaire dédiée par typologie d'activités industrielles.

Les métiers en QHSE au Bénin sont très peu connus du fait d'une absence d'institut ou d'université de formations spécialisées. À ce titre, je travaille avec un partenaire universitaire privé à la création de cette formation par un cycle d'ingénierie afin de relever le niveau de la qualification de ces profils métiers.

Rassembler les professionnels existants afin de construire une association nationale agréée d'experts du métier sur le territoire béninois et africain qui puisse impacter.

Organiser des colloques, des formations, des benchmarks et événementiels métiers QHSE.

Beaucoup d'autres défis que je m'attèle à dépoussiérer progressivement et construire avec mon équipe des idées projets que nous soumettrons d'ici là aux instances gouvernementales.

De votre parcours en entreprise et en indépendant, quelles expériences pouvez-vous partager avec les plus jeunes dans votre domaine de compétence ?

Je demande souvent aux jeunes de nourrir une forte ambition professionnelle qui passe par la polyvalence, des auto-formations ou certifications qui aident à chaque maturité d'une expérience, à sortir de sa zone de confort pour se proposer sur le marché de

INTERVIEW



l'emploi afin de se tester soi-même vers d'autres univers industriels.

À mon avis, contrairement à un bureaucrate, l'ingénieur risque industriel doit être un opérationnel terrain qui sort de son bureau et est présent avec les équipes techniques afin qu'ils se sentent soutenues. Je priorise 25% de bureau contre 75% de terrain minimum.

Je refuse les QHSE 100% de bureau.

Ambition, détermination, écoute, et polyvalence doivent fonder l'ambition d'une carrière riche en QHSE.

Votre expérience en tant que chef d'entreprise fait de vous un modèle. Quels conseils prodiguez-vous aux nouveaux auto-entrepreneurs juniors ?

Croire en son projet est primordial. Le succès d'une entreprise repose souvent sur la vision du leadership du dirigeant. Il faut un ensemble varié de compétences et de qualités afin de motiver son équipe vers le noble objectif visé.

Pas nécessaire d'être milliardaire pour se lancer mais juste de maîtriser la cible à laquelle le produit est destiné. Maîtriser le produit pour mieux s'affirmer et donner confiance.

Quel que soit le secteur dans lequel chacun se lance : Ambition, Confiance en soi, aimer le Travail et garder une forte résilience et une sérénité dans les chutes de débutant. Surtout ne pas oublier de faire de la formation continue son meilleur allié pour asseoir sa compétence technique.

Quels sont vos préférences en matière de management des ressources ?

Mon style de management est axé sur l'Humain, le relationnel et l'intelligence collective intégrant l'inclusivité des sexes et des divergences sociales.

Afin de maximiser la motivation et l'efficacité attendue de mes collaborateurs, je suis dans la dynamique d'un management déléгатif avec un fort sens directif dans la prise de décision en cas de défaillance opérationnelle.

Je priorise la communication et l'autonomie en offrant la confiance dans le sens des responsabilités.

Qu'est-ce qui fait la différence entre entreprendre en France et en Afrique francophone ?

Les activités génératrices de risques sont les industries chimiques, pétrochimiques ou de stockage (entrepôt de produits combustibles, toxiques, inflammables ; silos de stockage de céréales ; dépôt d'hydrocarbures ou de GPL ; etc.).

Tous ces établissements sont des établissements fixes qui produisent, utilisent ou stockent des produits répertoriés dans une nomenclature spécifique.

Chaque entreprise doit donc construire la stratégie de sa politique de management QHSEE autour d'une veille réglementaire structurée.

La difficulté en Afrique est qu'il n'existe aucun répertoire de classement des industriels autorisés à exploiter une ou plusieurs installations classées pour la protection de

l'environnement (ICPE) au regard de leurs activités industrielles.

Un bâtiment classé ICPE désigne toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment sur la sécurité et la santé des riverains.

Les ICPE sont régis par le livre V du Code de l'environnement en France. Pour savoir si une activité est une installation classée, il suffit de se référer à la nomenclature ICPE. Cette dernière détermine les activités soumises à un régime de déclaration (D ou C si l'installation est soumise au contrôle périodique par organisme agréé), d'enregistrement (E) ou d'autorisation (A).

Pour ce faire, la nomenclature des ICPE est divisée en quatre parties :

- Les substances (ex. : combustibles, inflammables, radioactives...)
- Les activités (ex. : agroalimentaire, bois, déchets...)
- Les activités relevant de la directive sur les émissions industrielles nommées IED

• Les substances relevant de la directive SEVESO.

Nous n'avons en général en Afrique aucune base des retours d'expériences par suite des différents incidents ou accidents industriels qui puissent permettre la réflexion sur la mise en conformité au regard de textes réglementaires (exemple en France vous avez la base ARIA, le BARPI...) : il y a donc un vide juridique qui profite aux industriels africains et n'encourage pas une prise de conscience de l'obligation pénale d'un industriel sur la conséquence d'un incident sur l'environnement tant du travail pour son personnel mais l'impact sur l'environnement et les populations riveraines.

Je convoite donc d'impulser une dynamique auprès des organes gouvernementaux afin d'éveiller une réflexion sur ces sujets et y apporter ma petite pierre.

En guise de conclusion, que direz-vous ?

J'invite les entreprises à nous faire confiance et venir découvrir les activités de mon cabinet

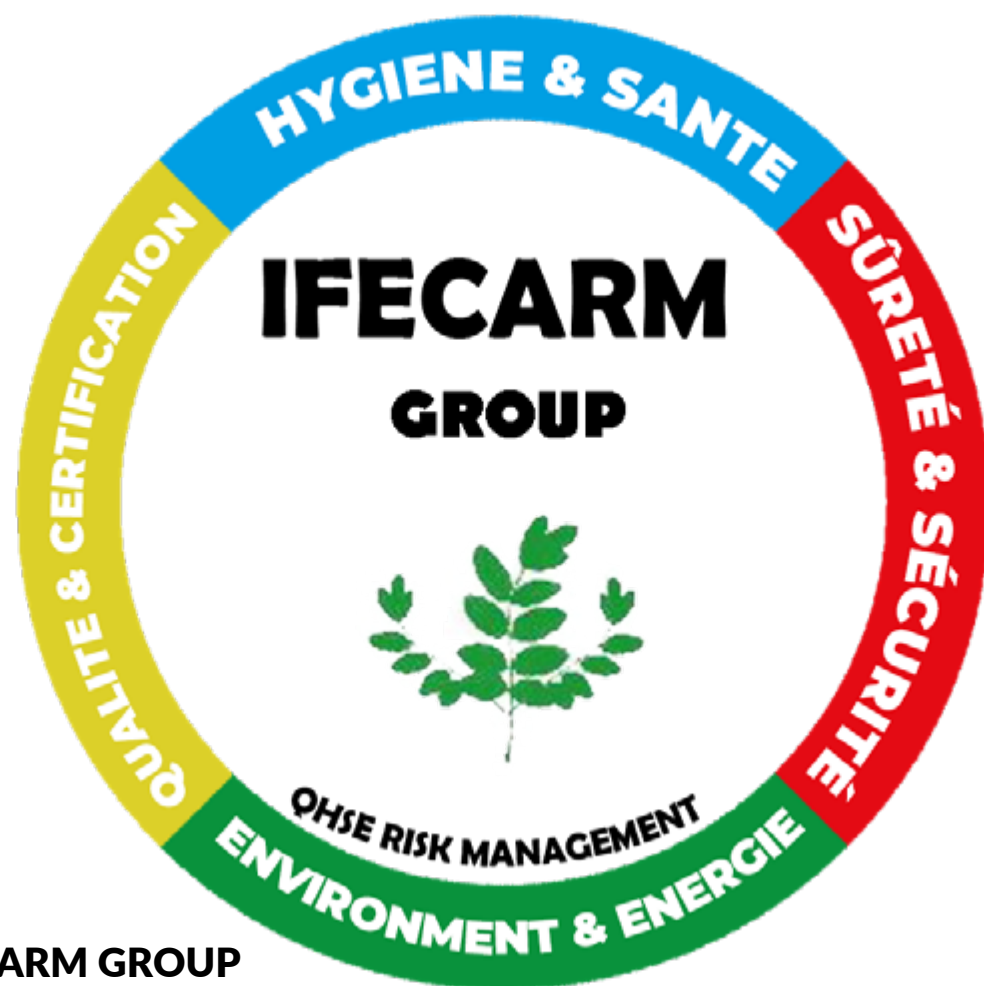
IFECARM GROUP afin de se faire accompagner ou si possible d'externaliser leur département QHSE pour une maturité de leur système de management SMSEE.

Nous pouvons leur organiser des audits diagnostiques de l'état de leur système afin de les aider à redynamiser et promouvoir leur culture sécurité.

Nous nous tenons également disponibles à apporter notre expertise auprès des organes gouvernementaux pour la construction d'une nomenclature d'installations classées au regard du contexte et des enjeux de notre continent afin de donner aux industriels une base solide réglementaire sur laquelle asseoir leurs stratégies et orientation industrielles.

IFECARM GROUP, c'est l'expertise agile sur des compétences avec de fortes valeurs ajoutées qui se démarquent des groupes européens par la professionnalisation de compétences formées aux réalités des partenaires locaux.

IFECARM GROUP, vous rêvez performance QHSE et mon équipe la concrétisera pour vous.



IFECARM GROUP

L'EXPERTISE QUI CONCRÉTISE LE RÊVE DE PERFORMANCE

**PARTENAIRE IDÉAL POUR UN MANAGEMENT
EFFICIENT QHSEE**

Spécialisé en management des risques Qualité, Sécurité, Santé, énergie et Environnement (QHSEE), IFECARM GROUP se présente comme un cabinet de consulting international opérant tant en Europe qu'en Afrique.

Fondé par
Sergio S. G.
DOSSOU,

l'entreprise est une référence dans les activités d'ingénierie, de formations, d'audits, d'expertise-conseils, de la maintenance et

de l'automatisme des secteurs industriels et immobiliers.

L'entreprise dotée d'une expertise agile concrétise



le rêve de performance, dont les entreprises sont en quête perpétuelle. C'est un groupe singulier qui offre à ses partenaires, une compétence de haute qualité pour les soulager. À travers son évaluation, il propose aux entreprises une structure organisationnelle, dotée d'outils efficaces, pour le meilleur pilotage de politique de qualité, santé, sécurité, sûreté, énergie et environnement (QHSEE).

Naturellement, le groupe dirigé par Sergio S. G.

DOSSOU est orienté sur la pleine satisfaction du client.

Il met, à cet effet, au service des sociétés un bloc de compétences diversifiées et uniques travaillant en intelligence collective et partageant tous de valeurs fondamentales. Toute chose qui facilite l'ambition d'impulser la culture de sécurité des organisations.

IFECARM, c'est un large choix de formations et de domaine d'expertise et d'ingénierie.

Mais aussi, de conseils sur plusieurs thématiques à la carte et spécifiques à la configuration de chaque secteur tels que : le transport de matières dangereuses ou le plan de gestion des déchets.

PRIORITÉ SÉCURITÉ...

Pour réduire les coûts directs et indirects au maximum, IFECARM propose et assure la sécurité au travail du personnel des entreprises,

DÉCOUVERTE D4ENTREPRISE

des biens et de l'environnement. Ce groupe offre également une assistance technique FM global à travers la maîtrise des risques et la gestion des contrats de maintenance d'installations et d'automatisme industriel.

Fidèle à ses engagements, IFECARM GROUP conduit des audits structurés en interne ou en externes vers différentes certifications. L'entreprise offre un appui-conseil à la performance du système SMSSE et/ou de l'externalisation de service QHSE.

Le groupe propose en outre, un large choix d'équipements et d'outils QHSE à travers sa plateforme E-commerce, tout en présentant des ressources supplémentaires pour de nouveaux défis QHSE. En vue d'une évaluation de situations de travail, l'expertise dont dispose l'entreprise offre fait un diagnostic ergonomique ou social.

Grâce à ses expertises, IFECARM GROUP apporte au-delà de ses offres de services, des solutions personnalisées et adaptées aux besoins des projets QHSE. Aussi, conseils-t-il en transport

de matières dangereuses ou de plan de gestion de vos déchets industriels.

Des cas les plus simples aux plus complexes, l'expertise IFECARM GROUP apporte la différence.

UN RÉSEAU PROFESSIONNEL QHSE !

Dans sa dynamique d'ouverture et de partage, Le cabinet IFECARM GROUP, offre aux acteurs du domaine une communauté. Cet espace d'échange créé par l'entreprise se veut être une famille autour d'un bloc de compétences diversifiées avec de fortes valeurs ajoutées d'expérience.

Les acteurs du management QHSE, de l'énergie, de la sûreté, de la responsabilité sociétale (RSE), du développement durable, les responsables de services techniques ou les passionnés QHSE,

peuvent profiter des avantages qu'offre le cabinet à travers sa communauté. Laquelle vise un réseautage résilient de qualité, donne accès aux outils d'une communication positive au comité de direction.

L'instrument de partage d'expérience de IFECARM GROUP est un créneau de partage d'opportunités professionnelles, de débats professionnels innovants et de partage de savoir-faire et de compétences : Colloques et Séminaires.

En plus des avantages partagés, ce projet innovant de IFECARM GROUP a pour impact de révéler les métiers QHSE et d'impulser la dynamique d'une culture QHSE.

Rejoindre cette communauté, c'est avoir également accès à une plateforme d'E-commerce d'équipements conformes.



DOSSIER ÉCONOMIQUE



- **PLUS DE 12 MILLIARDS FCFA A INJECTER DANS LES MICROCRÉDITS EN 2024 AU BÉNIN**
- **PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES FAVORABLES AU BÉNIN EN 2024**
- **LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN MARCHE**

Louer ▼

Acheter ▼

Construire ▼

Faire Gérer ▼

Simuler ▼



Trouvez votre futur bien immobilier sur :



www.immo-lord.com



MICROCRÉDITS AU BÉNIN

PLUS DE 12 MILLIARDS FCFA A INJECTER EN 2024

Au Bénin, l'enveloppe destinée au microcrédit sera revue à la hausse. Elle est portée à 12 milliards FCFA en 2024. L'annonce a été faite par le chef de l'État, Patrice Talon lors de son discours sur l'état de la nation.

La lutte contre la pauvreté et autres disparités restent une préoccupation majeure du gouvernement. Sans cesse, les préoccupations

sociales sont adressées. C'est d'ailleurs l'un des points de satisfaction du Chef de l'État face à la représentation nationale.

«...Nous avons intensifié le Projet d'Inclusion des Jeunes, ARCH Formation, les transferts

monétaires, impactant ainsi plusieurs milliers d'artisans qui ont bénéficié de renforcement de capacités et, pour certains d'entre eux, de financements pour s'installer. En ce qui concerne spécifiquement les micro-crédits dont le nombre de

DOSSIER ÉCONOMIQUE

bénéficiaires s'accroît considérablement », a indiqué Patrice Talon. Et le nombre de bénéficiaire croît, la cagnotte sans doute en sera également impactée afin de satisfaire les nombreuses demandes.

Au fait, «...Une dotation de 12 milliards de FCFA est prévue pour 2024, pour l'octroi des crédits de 50.000 à 100.000 FCFA en vue d'optimiser les effets de ce programme ». Au-delà de l'optimisation, le chef de l'Etat a rappelé les procédés de mise à disposition des fonds, lesquels procédés restaurent la dignité des bénéficiaires et mieux, améliorent le taux d'in-

clusion financière au Bénin. En témoigne les statistiques dans la sous-région : « Notre pays est classé premier de l'UEMOA en matière d'inclusion financière », s'est réjoui le président de la République. S'il est vrai que tout n'est pas rose, le président de la République a souligné que des efforts continuent d'être faits pour améliorer cette politique.

« Il est vrai que le souci de transparence et la volonté de mettre fin à l'instrumentalisation de leurs difficultés voire à leur chosification, entraînent aussi des désagréments mais nous travaillons à y remédier

», a-t-il assuré. C'est une politique sociale à impact certains, en raison des résultats sur les bénéficiaires et surtout sur leur mieux être.

Pour preuve, le Bénin s'est illustré comme le pays qui a connu le taux d'inflation le plus bas dans notre sous-région, lequel s'établit autour de 3%. Et au chef de l'Etat de dire sa satisfaction : « Tout cela résulte bien de notre politique sociale soutenue, grâce à laquelle nous avons maintenu les subventions sur certains produits de première nécessité ou de grande consommation ».



BÉNIN

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES FAVORABLES EN 2024

Les perspectives économiques du Bénin sont favorables. La croissance devrait rester soutenue, 6,2 % en 2023 puis 6 % en 2024, grâce au dynamisme des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, a indiqué la Banque Africaine de Développement (BAD). Les principaux risques qui menacent l'économie sont les fluctuations défavorables des cours mondiaux du coton et du pétrole et les effets négatifs du changement climatique.

P ar ailleurs, une évolution défavorable de la situation

économique du Nigeria et une aggravation de la situation sécuritaire au nord du pays pourraient compromettre les perspectives économiques.

En 2023, les cours des produits pétroliers devraient se stabiliser sur le marché international, ce qui devrait contribuer à la maîtrise de l'infla-



DOSSIER ÉCONOMIQUE

tion à 2,8 % en moyenne en 2023, puis à 2,3 % en 2024. La politique budgétaire devrait bénéficier des effets positifs du programme en cours du Fonds monétaire international (FMI) portant sur un financement de 638 millions USD. Le déficit budgétaire devrait baisser légèrement à 4,5 % du PIB en 2023, puis à 4,1 % en 2024, selon la BAD. Avec le repli des prix des matières premières (produits alimentaires), un fléchissement du déficit du compte courant à 4 % du PIB est attendu en 2023, puis à 3,8 % en 2024.

Changement climatique et options de politiques publiques

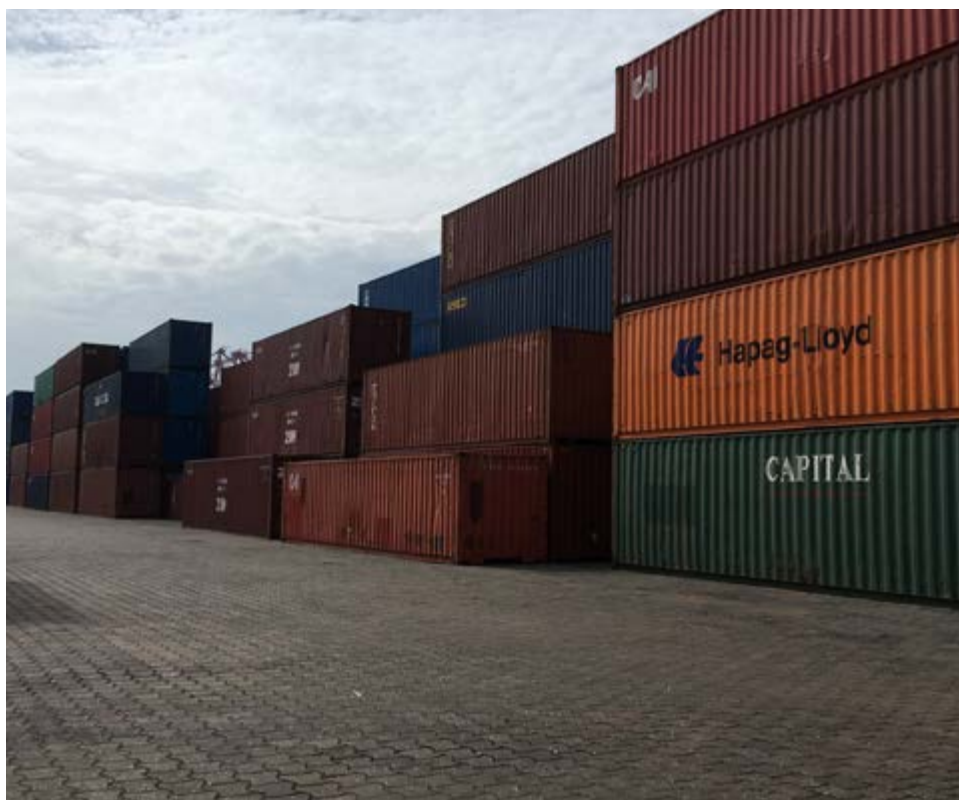
Pour répondre aux effets du changement climatique, les besoins de financement cumulés en 2022 étaient estimés par la BAD à 13 750 millions USD sur la période 2020–2030, soit 1 250 millions USD en moyenne par an. Sur la période 2010–2020, le Bénin a reçu environ 2 300 millions USD, laissant présager un déficit de financement important pour les prochaines années au moins 910 millions USD par an, en supposant que le pays continue de recevoir le même montant

annuel. Le financement climatique privé reste encore quasi inexistant au Bénin.

Sur la période 2019–2020, le montant de la finance climatique au Bénin s'élevait à 360 millions USD, porté à 98,6 % par le secteur public et seulement 1,4 % par le secteur privé selon le Climate Policy Initiative (CPI). Pour accélérer la participation du secteur privé au financement climatique, les pouvoirs publics devraient créer une banque d'investissement verte qui servira d'accélérateur de financement privé pour le climat (émission d'obligations vertes, fourniture

de la dette aux PME et aux startups), conseille la BAD

Par ailleurs, pour atteindre une croissance verte basée sur l'industrialisation verte, le Bénin pourrait aussi tirer davantage parti de son capital naturel avec sa façade maritime de près de 121 km et un plateau continental de 3 100 km² de lagunes, de lacs saumâtres et d'un réseau hydrographique de 700 km de cours d'eau. Le pays détient également des stocks importants de minéraux, insuffisamment exploités (or, matériaux de construction, fer, phosphates, nickel, zircon).



LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN MARCHE

Dos au mur face à l'utilisation du dollar comme arme de dissuasion par Washington, certaines grandes économies s'organisent pour réduire leur exposition et sortir de cette dépendance. La dédollarisation apparaît désormais comme le début d'un nouveau cycle économique, sous l'égide des BRICS. Conjecturant des rapports de forces économiques de plus en plus violents, les États-Unis semblent être pris à leurs propres jeux de sanctions à vouloir imposer leurs lois à leurs partenaires.

Dans un écosystème de

rivalités économiques plus prégnant que jamais, depuis la fin de la guerre froide, les principales puissances mondiales rivalisent de straté-

gies et d'artifices dans la course à l'ultra-puissance économique. Le dollar fait partie de ces instruments. Il représente environ 60% des échanges

mondiaux (85% sur les matières premières). Cette monnaie est déte- nue aux deux tiers par des investisseurs ne rési- dant pas aux Etats-Unis.

Avec la politisation du dollar, la Chine est en guerre commerciale ou- verte avec les États Unis. La Russie tombe sous le coup de nombreuses sanctions américaines. Suivant une stratégie politique initiée de- puis 2014, ces sanctions confortent Moscou dans sa stratégie de dédollari- sation de son économie.

Mais pour la Russie, la solution d'une dédollari- sation de son économie ne peut se résumer à li- beller l'ensemble de ses exportations ou importa-

tions en devise nationale. La volatilité du taux de change étant bien trop importante, empêchant toute conclusion de contrat à terme libellé en roubles.

Lors du Forum écono- mique eurasiatique de 2019, à Vérone en Italie, le géant de l'énergie Rosneft a annoncé que l'ensemble des contrats export de sa société (120 millions de tonnes par an) seraient dorénavant libellés en euros et non plus en dollars. Une en- treprise comme Notavek, exportateur russe de gaz, est pourtant déjà passé du dollar à l'euro «bien avant Rosneft» pour la plupart de ses contrats export.

Aussi, dans le cadre du chantier titanesque du Nord Stream 2 (mena- cé de sanctions amé- ricaines), le Président Vladimir Poutine avait-il déclaré dans la presse : « L'euro est tout à fait ac- ceptable pour nous pour les paiements du gaz. Cela pourrait se faire et devrait probablement être fait ».

A la stratégie de Rosneft s'ajoute également celle du fond souverain russe le National Wellbeing Fund, principalement alimenté par les expor- tations d'hydrocarbures. Elle a pour objectif de supprimer la totalité des investissements en dol- lar. L'objectif est clair : «renoncer complètement aux actifs en dollars au



profit de l'euro et de l'or». Les actifs en dollars devant être liquidés.

L'économie russe est très dépendante du marché des matières premières, encore largement dominé par le dollar. Malgré le fait que le « dollar soit facile à utiliser », le but ultime pour la Russie est d'inci- ter l'ensemble des acteurs économique à renoncer complètement au dollar.

UN INDICE DE LA FRAGMENTATION DU MONDE

Il y a une tendance bais- sière du statut du dollar et elle est en accéléra- tion. La dédollari- sation des échanges internatio- naux est un indice de la fragmentation du monde, explique l'économiste Norbert Gaillard dans un entretien à «Le Monde». Le recours au dollar dans l'économie mondiale s'est réduit, notamment de- puis le début de la guerre en Ukraine, et les sanc- tions occidentales contre la Russie. De nombreux pays émergents veulent éviter d'être trop exposés au billet vert, notamment dans les échanges com- mercials. L'amorce d'une lutte contre la domination militaire et économique des Etats-Unis !

La préoccupation est vue à travers le prisme de la

compétition entre la Chine et les Etats-Unis. Les deux Nations se disputent le lea- dership mondial à travers une guerre commerciale. Elle a pris de l'ampleur de- puis l'offensive militaire déclenchée par la Russie en Ukraine, en s'élargis- sant et ressuscitant une nouvelle guerre froide entre pays émergents et pays développés.

Les sanctions appliquées contre la Russie par les pays occidentaux, qui l'ont exclue du système financier dominé par le dollar, l'ont reléguée au rang d'Etat paria comme le Venezuela et l'Iran. Une décision qui est interpré- tée comme un avertisse- ment dans de nombreuses capitales émergentes, car que commercer en dollars même hors des Etats-Unis expose à la juridiction ex- traterritoriale du droit américain et à des sanc- tions qui vont de l'amende à l'interdiction d'activité aux Etats-Unis.

Il devient alors impérieux de s'éloigner des systèmes de paiements occidentaux pour protéger les transac- tions de possibles réper- cussions géopolitiques. Désormais, les stratégies et instruments sont pen- sés pour réduire la dépen- dante non seulement au dollar mais aussi à l'euro, au yen et à la livre sterling. Toute chose qui passe par un système financier pro-

mouvant par exemple des cartes de crédit émises par des banques locales plu- tôt que celles des réseaux Mastercard et Visa.

Et, les annonces de contrats substituant le yuan au dollar entre pays émergents se multi- plient désormais. Si elles concernent avant tout les achats de matières pre- mières dont la Chine est le premier importateur mon- dial, pétrole russe et saou- dien, gaz émirati ou encore soja brésilien ou argentin, d'autres transactions com- mercials internationales se font en real brésilien ou roupie indienne.

L'une des conséquence de la désaffection au dol- lar américain est que sa part dans les réserves de changes mondiales est passée de 71% en 1999, à 58% en 2022, l'euro comp- tant pour 20,5%, le yen pour 5,5% et la livre ster- ling pour près de 5%. Le yuan, lui, ne représentait qu'à peine 2,7%.

En outre, comme pour le commerce, les données montrent un fléchisse- ment, entre le troisième trimestre 2021 et le qua- trième 2022, des réserves en dollars qui ont baissé de 8,6 %. Un mouvement auquel participe largement la Chine et la Russie.

De son côté, la Chine a également passé des ac- cords de swaps avec les

banques centrales de 49 pays entre 2009 et 2020, par exemple avec le Nigeria et la Grande-Bretagne. Le Brésil et la Chine ont convenu de mener leurs transactions commerciales en yuan. L'Inde effectue ses achats de pétrole russe avec des dirhams des Émirats Arabes Unis, et les membres du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) visent à faciliter les échanges commerciaux dans une nouvelle monnaie commune.

Ces facilités de liquidités visent d'abord à fluidifier les échanges commerciaux et les investissements dans un cadre bilatéral. Ces dernières années, la Chine a aussi utilisé ces swaps pour remplacer les prêts aux pays avec qui elle commerce.

☞ L'ALTERNATIVE AU DOLLAR PRÉPARÉ AU SEIN DES BRICS

Tout comme la Russie, la Chine, devant les enjeux que porte la guerre commerciale avec les États-Unis, se décide à accélérer sa politique de dédollarisation. Elle commence à réaliser que l'utilisation de monnaies contrôlées

par l'occident ne lui est pas favorable tout en augmentant son exposition face aux sanctions et rétorsions économiques.

Face à la politisation du billet vert, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) préparent leur riposte. Ce groupe de pays s'organisent pour mettre sur pied un système de paiement transnational favorisant l'affranchissement du système occidental SWIFT.

Exclut du système de messagerie interbancaire SWIFT, depuis le début de l'intervention en Ukraine, la Russie milite pour que le BRICS Pay se mette en place le plus rapidement possible. BRICS Pay permettrait également à tous les pays des BRICS et à leurs partenaires de procéder à des échanges économiques et financiers à partir de leurs propres devises via des portefeuilles électroniques dans un cloud dédié.

Le sens d'anticipation de la Russie a payé grâce au SPFS, le Financial Messaging System of the Bank of Russia, qui pourrait être interconnecté au CIPS chinois, China International Payment System et à d'autres pays

comme l'Iran, l'Inde et la Turquie. Ces systèmes de messagerie interbancaire sont déjà extrêmement développés technologiquement et commercialement avec plus de 1189 partenaires pour le CIPS et 400 partenaires pour le SPFS. Néanmoins, ils restent loin derrière les 9281 partenaires de SWIFT.

Bien que la Russie milite fortement pour que son économie se dédollarise au plus vite et que ses partenaires suivent sa stratégie, c'est bien la Chine qui donne le tempo. Cet empire économique, deuxième au plan mondial, donne l'exemple par notamment la validation des accords bilatéraux sur la baisse de l'utilisation du billet vert. 90% des transactions en 2015 l'étaient en dollars pour tomber à 51% en 2019 puis 46% début 2020.

L'axe sino-russe évolue très rapidement d'une «relation» à une «alliance» économique et financière. La collaboration entre la Russie et la Chine dans le domaine financier indique qu'ils sont en train de trouver les paramètres d'une nouvelle alliance bilatérale. Beaucoup s'attendaient à ce que ce soit



une alliance militaire ou une alliance commerciale, mais désormais, la coopération évolue davantage dans la direction bancaire et financière. Un gage de l'affranchissement des deux pays.

Moscou apparaît comme le leader de cette initiative de dédollarisation et joue à couteaux tirés avec Washington. La Russie a une position considérablement plus décisive envers les États-Unis. La Russie a l'habitude de se battre, elle ne négocie pas. Une façon pour la Russie de rendre la position de la Chine plus décisive, plus disposée à

se battre, est de montrer qu'elle soutient Beijing dans le domaine financier.

☞ LES CRYPTO-DEVISES COMME ALTERNATIVE AU «TOUT DOLLAR»

L'essor des cryptomonnaies décentralisées, comme le Bitcoin, l'Ether ou le Tezos, est perçu par certains comme le futur de l'économie et par d'autres comme de simples actifs spéculatifs. Dans cette conjecture, de nombreux acteurs se sont lancés dans la course à la création, au lancement et à la démocratisation de leur nouvelle cryptomonnaie.

L'objectif est de concentrer plus rapidement et plus efficacement l'ensemble de la chaîne économique en leur sein.

Face à l'arrivée de mastodontes économiques tels que les GAFAM ou BATX dans la course à la création de leur propre cryptomonnaie, les banques centrales se sont également emparées du dossier pour ne pas perdre leur privilège historique de création et de régulation de la monnaie en travaillant d'arrache-pieds au lancement de leur propre MNBC (Monnaie Numérique de Banque Centrale ou CBDC en an-

DOSSIER ÉCONOMIQUE

glais) afin de proposer leur devise en version digitalisée.

La Chine est particulièrement en pointe dans ce domaine. Deuxième économie mondiale la plus avancée sur cette technologie, après le Sand Dollar des Bahamas lancé le 20 octobre 2020, elle devrait lancer son crypto-Yuan en 2022.

La stratégie de Pékin en matière de crypto-devise complète parfaitement son projet global des Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative), reliant la Chine à l'Europe en passant par les pays eurasiatiques, le continent africain et le Moyen-Orient, par la terre (chemins de fers, autoroutes) et par la mer (ports maritimes internationaux).

Dans le cadre de ce projet titanesque dans le-

quel Pékin investit massivement, l'utilisation d'un crypto-yuan relié à un système de paiement 100% digital permettrait de faciliter à l'extrême les relations financières et commerciales. C'est dire que la Chine est en train de créer de véritables Routes de la Soie Digitales. Elle dépasse de loin ce qui a pu être déjà construit entre les Etats-Unis et le reste du monde après la seconde Guerre Mondiale.

La Russie n'est pas en reste également. Constatant que Beijing a plusieurs trains d'avance, elle a lancé en octobre 2020 une stratégie de développement rapide d'un rouble numérique qui devrait entrer en circulation en 2023.

Cette stratégie de développement de ces devises digitales permet-

trait ainsi de renforcer la confiance dans l'utilisation des devises au sein même des économies nationales mais également dans le cadre d'échanges économiques régionaux et internationaux.

Les facteurs liés à la facilité d'utilisation, les très faibles coûts de transactions et l'instantanéité des transferts des fonds, associés à la confiance que peuvent avoir les acteurs économiques envers une banque centrale, vont très certainement renforcer les stratégies de contournement du dollar américain mis en place par la Chine, la Russie et les BRICS en général.

La création du Sango, une monnaie électronique promue par la République Centrafricaine semble s'aligner sur la dynamique de s'émanciper de la suprématie du dollar. Cette monnaie qui sert à oxygéner l'économie de ce pays est basée sur un élément souple. Elle n'est pas basée sur un panier de monnaies, tel le DTS. Le Sango est basé sur le prix de produits les plus utilisés en provenance de la production et de la consommation, notamment les matières premières dont le sol du pays est très riche.



LES VODUN DAYS

IMMERSION AU CŒUR DES ARTS, DE LA CULTURE ET DE LA SPIRITUALITÉ VODUN

Les Vodun Days, anciennement connus sous le nom du « Festival Vodun » du 10 janvier, sont un rendez-vous « temps » se tenant les 9 et 10 janvier, en plein cœur de la « Cité -Musée de Ouidah, au Bénin. À travers une ambitieuse programmation culturelle et cultuelle, les Voduns Days créent un événement d'envergure, de rayonnement international, venant célébrer les Arts, la Culture et la Spiritualité Vodun.

« Les Vodun Days sont conçus pour attirer un public plus large, un public international, visent

à célébrer les arts, la culture et la spiritualité Vodun dans un élan de redécouverte et de réappropriation de notre patrimoine. Cette initiative se présente comme une

fenêtre privilégiée sur un héritage d'une richesse insoupçonnée, ouvrant la voie à une réflexion profonde et à la déconstruction des clichés», avait laissé entendre le

CULTURE

ministre du Tourisme de la Culture et des Arts, M. Jean -Michel Abimbola le jeudi 30 novembre 2023 devant les professionnels des médias.

Le gouvernement du Bénin s'est engagé à offrir au monde la richesse des arts et cultures de son patrimoine Vodun. Cette ambition est incarnée à travers plusieurs de ses projets phares à rayonnement international, qui rappellent que le Bénin est le berceau du Vodun.

UN PROGRAMME ALLÉCHANT

Les Voduns Days se déclinent sur deux jours, les 9 et 10 janvier 2024. Ce rendez-vous propose une programmation célébrant la vitalité et la diversité des expressions culturelles et culturelles du Vodun.

Des aménagements spécifiques ont été engagés pour créer un événement immersif d'envergure. Un parcours dans la « Cité-Musée de Ouidah » offrira une déambulation autour de 4 places emblématiques réaménagées : place Maro, esplanade du Fort Français, place du Temple des Pythons et Forêt sacrée de Kpassé.

Un couvent éphémère dédié à Vodun Mami sera installé face à la mer.

LE VILLAGE DES VODUN DAYS

Tout au long de l'événement, le Village des Vodun Days offrira à l'ensemble des participants un espace rempli d'activités captivantes et originales. Une sélection d'ateliers thématiques permettra d'approfondir la compréhension de la religion. Les stands de restauration présents proposeront une variété de repas locaux et internationaux. Les visiteurs auront ainsi la possibilité de savourer une gamme diversifiée de saveurs. Pour garantir le confort du public, des installations sanitaires modernes ont été installées au sein de ce lieu central.

LE CAMPING DES VODUN DAYS

Les Vodun Days proposent un camping composé de 81 emplacements et qui vise à améliorer significativement le séjour des participants. Il s'agit d'une solution pratique et conviviale pour ceux qui souhaitent

vivre l'événement de manière immersive. En choisissant de séjourner dans le camping des Vodun Days, les visiteurs peuvent non seulement profiter de la commodité d'être à quelques pas des activités, mais aussi vivre pleinement l'ambiance des Vodun Days et créer ainsi des souvenirs inoubliables grâce à une expérience authentique.

A PROPOS DE VODUN DAYS

L'événement des Vodun Days s'inscrit dans un programme global de valorisation du patrimoine Vodun. A travers l'édification du Musée International du Vodun à Porto- Novo, la mise en œuvre « de la route des couvents Vodun », la production de l'événement Vodun Days : le Bénin s'affirme en berceau du Vodun et en lieu de convergence de ce patrimoine culturel qu'il a en partage avec de nombreux pays du Monde. Ces projets culturels et culturels sont autant d'invitations pour venir à la rencontre et à la découverte d'un Bénin rayonnant, révélant la richesse de ses traditions.



**AFRICA TOUR
CONSTRUCTION**

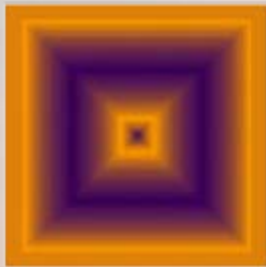
**PROJET DE
CONSTRUCTION DE
MAISON PAR ACCÈS
AUX NORMES
MODERNES DE LA
CONSTRUCTION
(PCMANMC)**

**Nous sommes situés à
ABOMEY - CALAVI,
AGUIAR CARREFOUR
ROUTE DE OUÈDO, PREMIER
CARREFOUR APRÈS LA STATION
EWELL EN VENANT DE KPOTA,
IMMEUBLE AGUIAR CARREFOUR**



POUR PLUS D'INFOS, CONTACTEZ LE

  **+229 68 99 99 32**



FIRSTNET S.A

Fournisseur de services de transmission de données et internet



NOS SERVICES



CONNECTIVITE
(BLR , VSAT ET FIBRE OPTIQUE)



DATACENTER



SOLUTIONS CLOUD
ET CYBER-SECURITE



VIDEO SURVEILLANCE



VIDEO-CONFERENCE



CABLAGE RESEAUX
ET WIFI



SERVICE INFRASTRUCTURE
ET CONTRÔLE D'ACCES



ARCHIVAGE ELECTRONIQUE
DES DOCUMENTS



INTEGRATION DE SYSTEMES
(MESSAGERIE, SITEWEB,
SERVEURS)